



Séance ordinaire du lundi 30 septembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement
durables du territoire, foncier

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Véronique DEMON, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Thierry QUILLES.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Brigitte ROUSSEL-GALIANA

Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Commune de Montpellier - Programmes d'Aménagement d'Ensemble (PAE) - Reversement à Montpellier Méditerranée Métropole des produits des PAE - Modification du montant du reversement pour l'exercice 2018 et de la convention financière correspondante - Autorisation de signature

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Par délibération n° M2018-444 du 20 septembre 2018, le Conseil de Métropole a approuvé le reversement par la Ville de Montpellier à Montpellier Méditerranée Métropole des produits des Programmes d'Aménagement d'Ensemble (PAE) « Marquerose », « Saint Lazare » et « Allée du Tiers Etat » pour l'exercice budgétaire 2018, ainsi que les termes de la convention financière correspondante.

Le montant total de reversement approuvé par cette délibération s'établissait à 1 749 610 € selon la répartition par PAE suivante :

- PAE « Marquerose » : 805 966 €
- PAE « Saint Lazare » : 943 644 €
- PAE « Allée du Tiers Etat » : 0 €

Depuis, certaines modifications sont intervenues affectant le montant des produits du PAE « Marquerose ». Aussi, il convient d'acter par la présente délibération, au titre de l'exercice 2018, du nouveau montant total de reversement dû par la Ville de Montpellier à Montpellier Méditerranée Métropole :

- au titre du PAE « Marquerose »
- pour l'ensemble des PAE.

1/En date du 29 juin 2018, la SCI Les Marquis, titulaire du permis de construire n° PC 34172 10 V0141 au sein du PAE « Marquerose », a déposé une requête introductive d'instance devant le tribunal administratif de Montpellier contestant un titre de recette de 142 430 € émis à son endroit par la Ville de Montpellier. Cette instance toujours pendante a pour effet de geler la recette correspondante envisagée par Montpellier Méditerranée Métropole.

2/ En date du 15 janvier 2019, une recette complémentaire de 115 983 € a été encaissée par la Ville de Montpellier au titre du permis de construire n° PC 34172 17 V0276 délivré à URBIS Réalisations.

En conséquence :

- Le nouveau montant de reversement dû par la Ville de Montpellier à Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre du PAE « Marquerose » et au titre de l'exercice 2018 s'établit à $805\,966\text{ €} - 142\,430\text{ €} + 115\,983\text{ €} = 779\,519\text{ €}$;
- Le nouveau montant total de reversement dû par la Ville de Montpellier à Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre de tous les PAE au titre de l'exercice 2018 s'établit à 1 723 163 €.

L'ensemble des autres dispositions de la délibération du Conseil de Métropole n° M2018-444 du 20 septembre 2018 sont inchangées.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'encaissement par Montpellier Méditerranée Métropole des participations perçues par la Ville de Montpellier au titre des Programmes d'Aménagement d'Ensemble précités selon les montants ci-avant modifiés ;
- dire que les recettes correspondantes seront inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908 ;
- approuver les termes de la convention de reversement dûment modifiée à intervenir pour l'exercice budgétaire 2018 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention de reversement dûment modifiée ainsi que tout autre document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix


Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 04/10/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 4 octobre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190930-96694-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/10/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention financière PAE modifiée

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.